

Liste des acronymes et des abréviations

ACA	Action communautaire autonome
AGA	Assemblée générale annuelle
AHMLT	
AQPV	Association québécoise Plaidoyer-Victime
BAJ	Bureau d'aide juridique de La Tuque
C.A	Conseil d'administration
CAAC	····· Centre d'amitié autochtone Capetciwotakanik de La Tuque
CABHSM	Carrefour d'action bénévole du Haut Saint-Maurice
CAPE	Centre d'activités populaires et éducatives-La Tuque
CAVAC	Centre d'aide aux victimes d'actes criminels
CDCLT	Corporation du développement communautaire La Tuque
CDDS	Comité pour la défense des droits sociaux-La Tuque
CFCM	Centre de formation communautaire de la Mauricie
CILICCO MOO Control	ntágyá universitaire de le centé et des services socieux de le Mauricie
Clusss-MCQ Centre i	ntégré universitaire de la santé et des services sociaux de la Mauricie
et du Centre-du-Québec	
et du Centre-du-Québec	
et du Centre-du-Québec	
et du Centre-du-Québec	Carrefour Emploi de La Tuque
et du Centre-du-Québec CELT CLL CNA	Carrefour Emploi de La Tuque Commission des Loisirs Langelier
et du Centre-du-Québec CELT CLL CNA Coop ETC	Carrefour Emploi de La Tuque Commission des Loisirs Langelier Conseil de la Nation Atikamekw
et du Centre-du-Québec CELT CLL CNA Coop ETC CPD	Carrefour Emploi de La Tuque Commission des Loisirs Langelier Conseil de la Nation Atikamekw Coopérative de solidarité École-Travail-Communauté
et du Centre-du-Québec CELT	Carrefour Emploi de La Tuque Commission des Loisirs Langelier Conseil de la Nation Atikamekw Coopérative de solidarité École-Travail-Communauté Comité de prévention des dépendances de La Tuque
et du Centre-du-Québec CELT	Carrefour Emploi de La Tuque Commission des Loisirs Langelier Conseil de la Nation Atikamekw Coopérative de solidarité École-Travail-Communauté Comité de prévention des dépendances de La Tuque Conseil québécois sur le tabac et la santé
et du Centre-du-Québec CELT	Carrefour Emploi de La Tuque Commission des Loisirs Langelier Conseil de la Nation Atikamekw Coopérative de solidarité École-Travail-Communauté Comité de prévention des dépendances de La Tuque Conseil québécois sur le tabac et la santé Conseil québécois sur le tabac et la santé Conseil québécois et de justice réparatrice
et du Centre-du-Québec CELT	Carrefour Emploi de La Tuque Commission des Loisirs Langelier Conseil de la Nation Atikamekw Coopérative de solidarité École-Travail-Communauté Comité de prévention des dépendances de La Tuque Conseil québécois sur le tabac et la santé Conseil québécois et de justice réparatrice Conseil québécois sur le tabac et la santé Conseil québécois et de justice réparatrice
et du Centre-du-Québec CELT	Carrefour Emploi de La Tuque Commission des Loisirs Langelier Conseil de la Nation Atikamekw Coopérative de solidarité École-Travail-Communauté Comité de prévention des dépendances de La Tuque Conseil québécois sur le tabac et la santé Conseil québécois et de justice réparatrice
et du Centre-du-Québec CELT	Carrefour Emploi de La Tuque Commission des Loisirs Langelier Conseil de la Nation Atikamekw Coopérative de solidarité École-Travail-Communauté Comité de prévention des dépendances de La Tuque Conseil québécois sur le tabac et la santé Direction des programmes d'adaptabilités et de justice réparatrice Directeur des poursuites criminelles et pénales Directeur de la protection de la jeunesse Directeur provincial

Liste des acronymes et des abréviations

La SourceAssociation des personnes handicapées du Haut Saint-Maurice Inc.
MdJMaison des jeunes de La Tuque
OPCQOrdre professionnel des criminologues du Québec
OTSTCFQOrdre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec
PPA Personnes proche aidante
PMRG Programme de mesures de rechange général
PPCP Procureur des poursuites criminelles et pénales
PSOC Programme de soutien aux organismes communautaires du CIUSSS-MCQ
RLS Réseau local et de service du centre de santé et des services sociaux du Haut Saint- Maurice
ROBSM 04-17- Regroupement des organismes de base en santé mentale Mauricie-Centre-du-Québec
ROJAQ Regroupement des organismes de justice alternative du Québec
R. P-A Ressources Parents-Ailes
SAPA Soutien à l'autonomie des personnes âgées
SDÉF Société de développement économique et forestière de Ville de La Tuque
SIAA Système d'intervention d'autorité atikamekw
SQ Sûreté du Québec -La Tuque
TAAAM Table action abus aînés Mauricie Inc.
TROC CQM Table régionale des organismes communautaires en santé et services sociaux Centre-du-Québec/Mauricie

Lois

C.cr.: Code criminel, L.R.C. (1985) ch. C-46.

C.p.c.: Code de procédure civile du Québec, RLRQ, c. C-25,01.

C.p.p: Code de procédure pénale du Québec, RLRQ, c. C-25,1.

L.P.J.: Loi sur la protection de la jeunesse, RLRQ, c. P-34.1.

LSJPA: Loi sur le système de justice pour adolescents, L.C. 2002, ch.1.

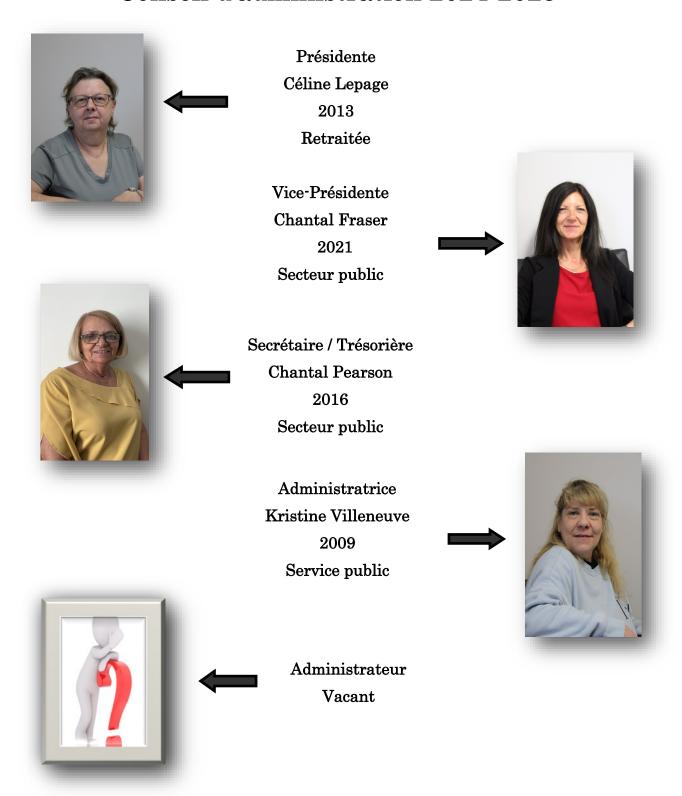


1 resentation a Equipustice frame Maurice	
Conseil d'administration 2024-2025.	6
Mot du conseil d'administration.	7
Structure organisationnelle	8
Mot de la codirection	9
Action Communautaire Autonome	10
Présentation de l'organisme	11
Principes d'Équijustice HSM	12
Offre de services	13
Rapport d'activité 2024-2025	15
Faits saillants 2024-2025.	16
Médiation citoyenne	17
Justice réparatrice	
LSJPA	21
PMRG	2 8
Engagement locaux	
Ensemble pour la bientraitance des aînés	29
Activités de sensibilisation et d'information	30
Collaboration active avec les partenaires locaux	31
Actions ponctuelles	35
Concertation/Représentation	
Local	36
Tables et comités	40
Formations	44
Coups de cœur	46
Activités ponctuelles et variées	48
Promotion de l'organisme	49
Sourde de financement	50
Pour nous joindre	51

Équijustice Haut Saint-Maurice

Présentation

Conseil d'administration 2024-2025



Nous avons tenus 7 rencontres régulières et une rencontre extraordinaire.

L'assemblée générale annuelle a eue lieu le 19 septembre 2024 et

15 personnes y ont assistées.

L'organisme compte 120 membres.

Mot du conseil d'administration

Amis, Partenaires, Mesdames et Messieurs!

Voilà maintenant treize ans que je siège au sein du conseil d'administration d'Équijustice Haut Saint-Maurice, dont cinq à titre de présidente. C'est avec un immense plaisir que mes collègues et moi vous adressons ces quelques mots en tant que membres du C.A., fiers de vous présenter les nombreuses réalisations de notre organisme en matière de justice réparatrice et de médiation sociale.

Nous tenons à souligner tout particulièrement l'évolution significative et le travail soutenu de deux comités de prévention et de sensibilisation à La Tuque : le **Comité de prévention des dépendances** et l'initiative **Stop Intimidation**. Ces projets phares, portés par la mobilisation de nombreux partenaires, ont pour objectif de sensibiliser et d'outiller nos milieux face aux enjeux de la dépendance et de l'intimidation. L'expertise, les outils et le temps investi par nos deux employées qui, y contribuent avec rigueur et dévouement, et ce, au bénéfice direct de notre communauté.

Par ailleurs, la relance de nos échanges avec le conseil d'administration de la Ligue de hockey mineur a ouvert la voie à une belle collaboration en matière de gestion de conflits et de comportements inacceptables. Cette relance a permis l'implantation du programme **Je joue gagnant**, qui promeut le respect, l'inclusion et l'esprit sportif. En misant sur l'éducation, la prévention et l'engagement des familles et du milieu, nous aspirons à créer des environnements sains et sécuritaires où chaque jeune peut évoluer en toute confiance.

Ces initiatives s'inscrivent parfaitement dans la mission d'Équijustice HSM : celle de promouvoir une justice humaine, accessible et inclusive. Nous sommes persuadés qu'ensemble, par nos actions collectives, nous contribuons à bâtir des milieux de vie plus justes, bienveillants et durables.

Nous souhaitons également remercier chaleureusement tous les membres, partenaires et alliés d'Équijustice HSM, passés et présents, qui ont contribué à faire rayonner notre organisme.

Enfin, un mot tout particulier à notre équipe de travail : merci! Merci pour votre dévouement, votre constance, votre professionnalisme et votre présence quotidienne. Votre engagement est la clé du succès de nos démarches et votre apport transforme concrètement notre communauté. Vous avez toute notre reconnaissance.

Merci de croire, comme nous, à la force du dialogue et de la réparation.

— Le conseil d'administration

Structure organisationnelle

Notre équipe



Nancy LeBlanc

Cogestionnaire • intervenante
• médiatrice



Janis Petiquay

Cogestionnaire • intervenante
• médiatrice

Médiateurs citoyens bénévoles

Le service continue d'être offert par les intervenantes accrédités en médiation. Toutefois, l'équipe devra se pencher sur les stratégies à mettre en place pour favoriser le recrutement et l'implication durable de nouveaux médiateurs bénévoles. Il sera nécessaire de promouvoir activement le service, d'assurer le recrutement de personnes intéressées à s'engager, de leur offrir une formation appropriée et un accompagnement soutenu.

Disponibilités

Pendant l'année 2024-2025, nous sommes demeurées disponibles pour répondre aux diverses demandes de la population, que ce soit en matière de médiation citoyenne, d'ateliers de sensibilisation et/ou pour toute question liée à nos services.

Mot de la codirection

C'est avec enthousiasme et fierté que nous vous présentons notre rapport d'activité annuel 2024 -2025.

Cette année encore, la justice réparatrice a occupé une place importante dans l'espace public. Après le grand succès du documentaire *Quand punir ne suffit pas : la justice réparatrice*, diffusé depuis 2023 dans le cadre de ciné-discussion, le mouvement s'est poursuivi en 2024 avec le bala-do *En dedans, en dehors – la justice réparatrice*. Née à la suite du documentaire, cette série a offert une voix aux personnes qui, par pudeur ou discrétion, ne souhaitaient pas être filmées.

Et ce n'est pas tout : dès le début de l'année 2025, une nouvelle série télévisée intitulée *Mea Culpa* consacrée à la justice réparatrice a vu le jour. Équijustice a eu l'honneur d'être consulté par l'autrice lors de l'écriture du scénario. Dès sa sortie, la série a suscité de vives réactions et un grand intérêt à travers le Québec, éveillant de nombreuses questions sur cette approche alternative à la justice punitive.

Notre équipe, tout comme celle de la série, a été sollicitée à de nombreuses reprises. Lors des rencontres avec nos partenaires ou d'échanges avec la population, nous avons constaté un réel désir de mieux comprendre les services de médiation, le processus de justice réparatrice ainsi que les aspects fictionnels ou réalistes présentés à l'écran. Ces dialogues témoignent d'un intérêt croissant, mais aussi d'un besoin de sensibilisation et de vulgarisation, de la justice réparatrice.

Au cours de l'année, nous avons également mis l'accent sur la promotion du service de médiation citoyenne et exploré la possibilité d'ajouter une personne à notre équipe pour ce volet. Nous sommes heureuses d'annoncer que le processus d'embauche a été amorcé à la fin de l'année.

Pour faire rayonner ce service, nous avons diffusé des publicités à la radio locale O 97,1 à trois reprises. De plus, notre organisme et notre service de médiation ont été mis en valeur sur des napperons distribués par Opération Enfant Soleil et dans un restaurant bien connu de communauté, Chez Ti-N'ours.

Sur le plan technologique, notre équipe a complété la mise en place de l'arborescence des postes informatiques sous Microsoft 365, en plus de déployer de nouveaux outils en cybersécurité, assurant ainsi un environnement de travail plus performant et sécuritaire.

Nous remercions sincèrement nos membres et nos partenaires pour leur appui indéfectible. Merci de croire en notre mission et de contribuer, avec nous, à faire rayonner la justice réparatrice et la médiation sociale.

Restez à l'affût, car l'année à venir sera marquée par un autre grand événement local!

— L'équipe de cogestion d'Équijustice Haut Saint-Maurice

Équijustice HSM est fier d'être un organisme communautaire autonome et de démontrer qu'il répond aux huit critères qui caractérisent l'ACA.





Nous sommes un organisme à but non lucratif. . Nous avons obtenu les lettres patente auprès du registre des entreprises du Québec.



Libre de choisir sa mission et ses pratiques (Autonomie de gestion et d'Action): Le conseil d'administration, le personnel et les membres sont consultés pour choisir les orientations, les règlements généraux et les priorités qui seront prises pour la prochaine année. Nos engagements locaux correspondent à notre mission et à nos valeurs. Les organismes partenaires choisis correspondent aux valeurs d'Équijustice. Le regroupement provincial nous propose les meilleures pratiques en termes d'offre de services.



Notre organisme est administré par un CA, qui est composé de cinq administrateurs, indépendant du réseau. Sur le conseil d'administration : Aucun siège n'est réservé, que ce soit pour un(e) représentant (e) du réseau public ou gouvernemental ou d'un(e) élu(e).



Nous sommes nés de la concertation locale, d'une initiative du milieu. Le CA est constitué de membres de la communauté qui proviennent de divers milieux et qui résident dans l'agglomération de La Tuque.



Nous répondons aux besoins de la communauté visée par notre mission. L'organisme favorise le changement de mentalité en : travaillant avec les partenaires socio judiciaires pour promouvoir la place des personnes victimes et des personnes qui contreviennent à certaines lois; croyant en la capacité des gens à résoudre les différends qu'elles rencontrent; offrant des formations aux organismes et aux personnes impliquées dans la gestion de leur situation délictuelle ou conflictuelle. Les services sont pour et par les citoyens dans la reprise de leur pouvoir sur les situations qu'ils vivent. Nous offrons et participons à divers ateliers et comités.



L'organisme compte 120 membres que nous encourageons à s'engager et à participer dans la vie de l'organisme. Les membres sont invités et consultés lors de l'AGA et ils ont le droit de vote. Ils sont également invités à joindre notre page Facebook, consulter le site web et à venir lors de présentation d'évènements.



Équijustice HSM considère les personnes accompagnées dans leur globalité. Nous agissons sur l'ensemble des causes qui sont à la base de la situation de ces personnes. Nous utilisons l'approche relationnelle, favorisant l'implication et l'initiative des personnes accompagnées. Nous avons le souci d'offrir rapidement aux citoyens des services afin d'éviter que leur situation se dégrade.



L'organisme est présent sur plusieurs tables de concertation, de regroupements et de comités. Notre organisme est reconnu dans sa communauté et il a des liens avec plusieurs autres organismes ou partenaires.



Notre organisme contribue, de manière non partisane, aux débats sociaux et mène des luttes pour améliorer les conditions de vie des personnes les plus démunies. Nous aidons les gens à se mettre ensemble pour faire respecter leurs droits et combattre les discriminations qu'ils vivent. Exemples : références – collaboration avec CDDS, avec Info Logie Mauricie, la campagne KO.

Présentation de l'organisme

Équijustice HSM, anciennement connu sous le nom de L'Alter-Égaux OJA, œuvre depuis 1985 auprès des jeunes et des adultes contrevenants, de leurs parents ainsi que des victimes et de leurs familles. Au cours des dernières années, nous avons élargis notre offre de services afin d'inclure la médiation citoyenne et la médiation spécialisée, accessibles à toute personne désirant entreprendre une démarche de dialogue en dehors du cadre juridique traditionnel.

L'évolution de notre organisme s'est faite en réponse aux besoins du milieu et dans une volonté constante d'amélioration de l'accès à la justice. Nous avons su adapter nos interventions et rendre la justice réparatrice accessible à l'ensemble de la population. Bien que l'organisme ait eu plusieurs changements de dénomination au fil du temps, Équijustice HSM est demeuré fidèle à ses valeurs fondamentales : l'écoute, la sécurité, le respect et la recherche de solutions justes et durables pour toutes les personnes qui se présentent à nos bureaux pour demander un service ou de l'information.

Territoire desservi

Équijustice HSM couvre un vaste territoire de 29 612 km³, soit l'ensemble de l'agglomération de La Tuque. Cela inclut les secteurs urbains et ruraux de la Ville de La Tuque, les municipalités de La Bostonnais et du Lac-Édouard ainsi que les communautés atikamekw d'Opitciwan et de Wemotaci.

La population desservie est estimée à 15 209 personnes :

• La Tuque (incluant La Croche et Parent): 11 243

La Bostonnais : 601
Lac-Édouard : 220
Opitciwan : 1 991
Wemotaci : 1 154

Nous observons une hausse de nouveaux arrivants ce qui influencera les données démographique au cours des prochaines années.

La mission d'Équijustice

Développer une justice équitable et accessible pour tous en invitant les personnes à s'engager dans la gestion des difficultés qu'elles vivent en collectivité et en les accompagnant dans le respect de leurs droits et de leurs différences.

Les principes d'Équijustice

L'accueil

Accueillir la personne avec considération, disponibilité et écoute.

La communication

Privilégier le dialogue entre les personnes

La collaboration

Agir en complémentarité avec nos partenaires.

La bienveillance

Porter attention à la personne et à son rythme.

Offre de services d'Équijustice Haut Saint-Maurice

Équijustice offre une expertise en matière de justice réparatrice et de médiation sociale. Nous privilégions une approche humaine et équitable, fondée sur l'écoute, la sécurité et le respect des personnes que nous accompagnons.

JUSTICE RÉPARATRICE

La justice réparatrice offre des espaces d'écoute et d'échanges confidentiels, sécuritaires et respectueux, pour toutes les personnes concernées par un acte criminel - victimes, auteurs, témoins ou proches

- ou par un conflit. Les personnes souhaitant entreprendre une démarche de réparation et de médiation peuvent le faire à tout moment de leur vie, qu'elles aient entamé des démarches judiciaires ou non.

La Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents : Lorsqu'une infraction est commise par un adolescent, il existe des mesures adaptées qui lui permettront de réparer les torts causés par son acte. Équijustice procède à la mise en œuvre de ses mesures avec respect et équité. Équijustice accompagne l'adolescent contrevenant, ses parents, la personne victime et ses parents, si elle est mineure, de même que les partenaires, dans le processus de réparation qui aura été choisi. Il existe trois types de réparation : la réparation auprès de la victime, la réparation envers la collectivité et l'activité de sensibilisation.

Les travaux compensatoires pour les adolescents (14-17 ans): Il est parfois difficile, voire impossible de payer une amende découlant d'une infraction, c'est d'ailleurs pour cette raison que le programme des travaux compensatoires a été créé. Dans le C.p.p., les adolescents âgés entre 14 et 17 ans peuvent effectuer des heures de travaux non rémunérées dans des organismes communautaires partenaires afin de compenser le montant de leurs amendes. À ce moment, l'adolescent convient, avec un intervenant, des modalités de la mesure, en fonction de ses intérêts et de ses compétences.

Le Programme de mesures de rechange général est un programme de déjudiciarisation pour adultes, axé sur la réparation des torts causés à la victime d'un d'acte criminel et à la collectivité. Ce programme de justice réparatrice se veut équitable, c'est-à-dire qu'il prend en compte les besoins des personnes victimes et ceux des accusés. Équijustice supervise ces mesures et s'assure d'accompagner les accusés dans la mise en œuvre de celles-ci. Il existe trois types de réparation : la réparation auprès de la victime, la réparation envers la collectivité et les activités d'intégration sociale.

Service de médiation pour les situations de violence sexuelle et/ou physique : Ce service de dialogue entre victime et agresseur en matière de violence sexuelle et/ou physique vise à offrir un espace d'échange sécuritaire et constructif. Ce service est disponible, qu'il y ait eu ou non, judiciarisation de la situation. Ce type de médiation est offert par des médiateurs spécialisés et accrédités de notre réseau.

Médiation sociale

Équijustice offre des services de médiation citoyenne et de médiation spécialisée pour toute personne qui souhaite entamer une démarche de dialogue, en marge des procédures traditionnelles. Gratuit et confidentiel, ce service est accessible à tous.

Médiation citoyenne

Il arrive que des conflits surviennent et que l'on ignore comment les dénouer. Équijustice propose la médiation citoyenne pour obtenir un petit coup de pouce afin de faire face à ces situations. L'intervention d'un tiers impartial peut permettre à chacun de s'exprimer, d'être entendu et d'obtenir des outils pour mieux composer avec la situation. La médiation citoyenne est un service visant la promotion de la saine gestion de conflit dans la communauté, basée sur la communication et le dialogue. Elle est issue d'une initiative des organismes du réseau Équijustice.

Médiation spécialisée

Équijustice offre un service de dialogue pour les personnes victimes, les auteurs et les témoins de violence sexuelle ou d'autres crimes graves contre la personne (violence conjugale, physique, financière, maltraitance et abus sur des personnes adultes et aînées, homicide, harcèlement criminel, cyberharcèlement, etc.)

Pour en savoir plus, contactez Mme Catherine Voyer, Coordonnatrice des services de justice réparatrice en matière d'agression sexuelle, au (514) 522-2554 poste 2011.

Divers ateliers

Dans le respect de sa mission et de ses principes, Équijustice HSM propose des ateliers d'information et de sensibilisation sur la gestion de conflits. Ces ateliers visent à renforcer la capacité relationnelle des participants, à favoriser le dialogue et à soutenir la création de milieu inclusif et respectueux. À ce titre, Équijustice HSM contribue activement à la promotion du vivre-ensemble.

Chaque atelier est conçu, sur mesure, en fonction des attentes et des réalités des personnes participantes. Une rencontre préparatoire avec la personne responsable est fortement recommandée afin de bien cerner les besoins, les objectifs et d'y répondre de manière optimale.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2024-2025



Faits saillants 2024-2025

17 demandes de service en LSJPA

6 demandes de consultation victime en LSJPA

2 intervenantes en processus d'accréditation en médiation pénale, dont une spécialisée en agression sexuelle

Podcasts et vidéos: 7200 visionnements

8 rencontres du C.A.

7 dossiers PMRG

Actives sur 18 comités et tables de concertation

50,000 napperons du téléthon distribués dans 6 restaurants de notre région

Promotions grand public (radio, agenda, etc.)
6200

25,000 napperons publicitaires distribués chez Ti N'ours, un restaurant local

La médiation citoyenne

La médiation citoyenne est un service basé sur le dialogue visant la promotion de la saine gestion de conflit dans la communauté. Équijustice HSM offre le service de médiation citoyenne à toute personne qui souhaite entamer une démarche en marge du cadre juridique traditionnel. Elle est issue d'une initiative des membres du réseau Équijustice, gratuite et confidentielle.

Les citoyens désireux d'échanger dans une démarche encadrée par des professionnels peuvent contacter un médiateur.

Toutefois, nous ne pouvons ni traiter les situations en droit familial (séparation, divorce, garde d'enfant, pension alimentaire) ni les situations urgentes.

Les demandes de service que nous pouvons examiner et que nous traitons sont, notamment, les suivantes:

- Conflit interpersonnel;
- Conflit intrafamilial;
- Conflit de voisinage;
- Conflit entre un ou plusieurs citoyens et/ou des organismes (privés ou publics);
- Conflit en milieu de travail, scolaire, sportif, etc.

La médiation citoyenne vise à :

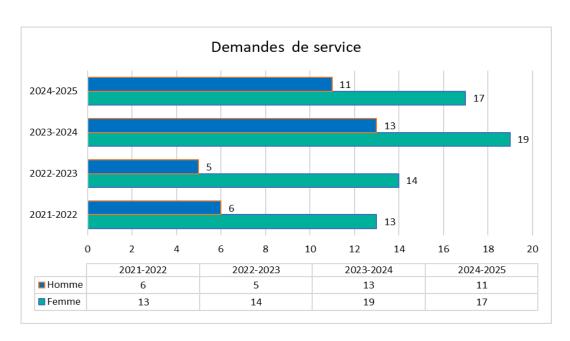
- Promouvoir les valeurs de la médiation (écoute, respect, communication, coopération dans la recherche de solutions, etc.);
- Créer ou recréer des liens entre les personnes d'un milieu donné ;
- Favoriser l'implication des individus dans le processus de médiation afin de leur permettre de se réapproprier le pouvoir sur la situation;
- Encourager le recours à des mécanismes alternatifs de gestion de conflits, visant ainsi à gérer les rapports, les tensions sociales, les incivilités et la violence autrement que par la judiciarisation, la force ou l'intimidation;
- Développer un environnement et une qualité de vie communautaire marqués par les valeurs de justice et de respect des différences.

La médiation citoyenne - suite

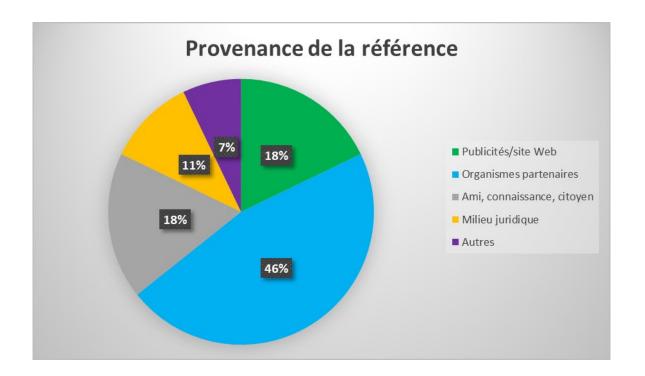
Les **Grands rendez-vous** de la médiation citoyenne sont des rencontres pour permettre à tous **les gestionnaires des unités de médiation bénévole** de partager leurs expériences, de mettre à jour leur contenu de formation et leur offrir des outils, en plus d'actualiser le processus de certification.

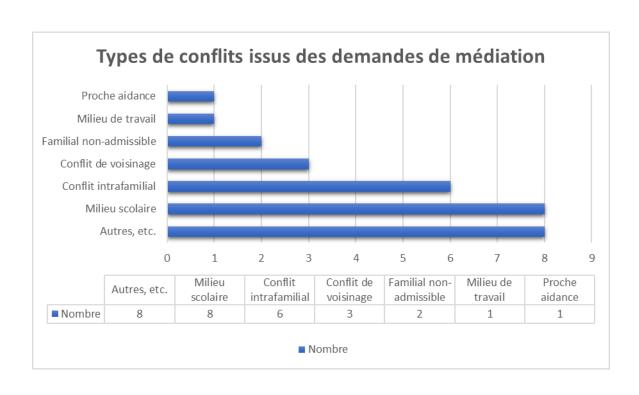


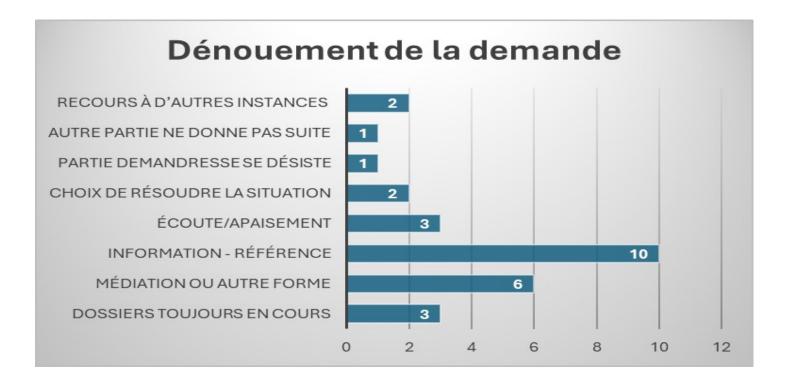
Une fois par année, se tient une journée de rassemblement de tous les médiateurs citoyens bénévole avec les médiateurs du réseaux.



Nous avons reçu un total de 28 demandes de service.





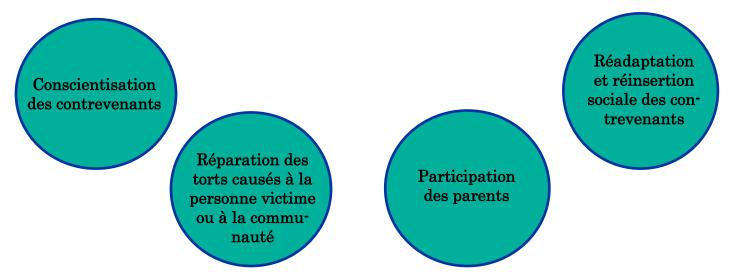




LSJPA

En 2003, la **Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents** est entrée en vigueur. Elle définit le cadre d'intervention extrajudiciaire et judiciaire à suivre à l'égard des adolescents(es) âgé(e)s de 12 à 17 ans ayant commis une infraction au Code criminel ou à d'autres lois.

La justice réparatrice est un moyen par lequel les torts causés par l'auteur de l'infraction, qui touche autant la personne victime que la collectivité, peuvent être réparés. Elle donne la possibilité à chaque personne de participer à un processus de réparation dans un cadre ouvert et respectueux.



Tout au long de l'année, nous avons offert notre soutien à l'intervenant jeunesse de Wemotaci du CNA, qui s'est retrouvé, seul, à assurer le volet LSJPA, dont tous les suivis. Un espace d'échange lui a été proposé ainsi que des outils de sensibilisation et de prévention. Nous avons également assuré un accompagnement en vue de la préparation d'une éventuelle médiation.

À la demande de l'intervenant jeunesse du CNA, les cogestionnaires se sont déplacées dans la communauté de Wemotaci à l'automne 2024. Dans le cadre d'un camp de responsabilisation, elles y ont animé un atelier portant sur le rôle de l'organisme en lien avec la LSJPA. Une discussion ouverte, a également eu lieu avec les participants, sur la notion générale de consentement, mais aussi en lien avec les relations sexuelles, le partage de photos intimes, la consommation, etc. Pendant cette activité, les intervenantes ont rencontré 12 adolescents, 2 aînés ainsi que les 2 responsables du camp. Une expérience enrichissante à renouveler!

Par ailleurs, nous sommes demeurées disponibles pour répondre aux diverses demandes de la communauté, que ce soit en matière de médiation citoyenne, d'ateliers de sensibilisation et/ou pour toute autre question liée à nos services.

LSJPA

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 mars 2025, nous avons reçu 11 demandes de service pour des adolescents contrevenants et six demandes de consultation victime. Ce qui donne un total de 17 demandes de service auprès de notre organisme.

Nous avons constaté une baisse des demandes de service en LSJPA, cela est dû au fait que la déléguée jeunesse n'a pas reçu de demandes de service du procureur de la couronne - jeunesse. Lors d'une table sociojudicaire, il a été constaté que la situation est généralisée en Mauricie-Centre-du-Québec.

La mesure de réparation est généralement décidée par le délégué du Centre jeunesse à la suite de l'évaluation de l'adolescent(e) contrevenant (e). S'il y a un besoin, une demande de consultation victime est faite par un membre d'Équijustice qui produit un rapport et le transmet au délégué.

Mesure de réparation envers la victime : L'occasion est donnée à l'adolescent(e) de réparer les torts causés à la victime. Lorsque la réparation est à la victime, l'adolescent peut réparer les torts causés soit, par une médiation pénale, soit par le versement d'une compensation financière ou soit en écrivant une lettre d'excuse.

Six dossiers de consultation victime.

Mesure de réparation envers la collectivité: Lorsque la réparation est auprès de la collectivité, l'adolescent(e) met à profit ses aptitudes et ses compétences en dispensant un service non rémunéré dans un organisme de la communauté.

Huit dossiers pour un total de 270 heures.

Mesure de dédommagement envers la collectivité : l'adolescent(e) peut faire un don à un organisme à but non lucratif de son choix. Cette somme est proportionnelle au dommage causé et à sa capacité de payer. Un dossier pour ce type de mesure.

Mesure de réparation par activité de sensibilisation : Celle-ci permet de faire réfléchir l'adolescent(e) sur les motifs et les conséquences de son acte tout en étant accompagné(e) et soutenu(e) par une intervenante d'Équijustice HSM.

Deux dossiers pour une activité de sensibilisation.



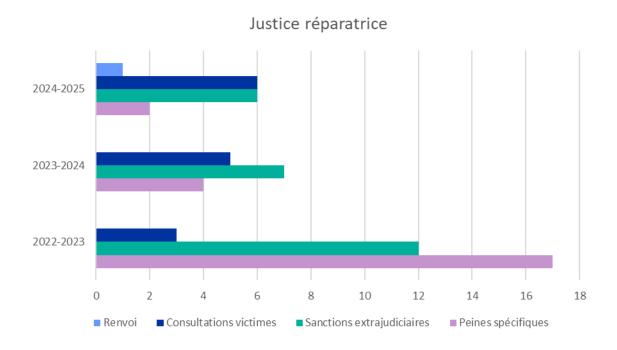




LSJPA

Mesure de renvoi : La police renvoie le dossier de l'adolescent(e) à un programme ou organisme communautaire ayant pour but de l'aider à ne plus commettre l'infraction reprochée, à comprendre les conséquences de ses actes et à développer un sens des responsabilités.

Dans un souci de maintenir une collaboration étroite avec la SQ et de favoriser l'accès aux mesures extrajudiciaires, nous prévoyons organiser des rencontres d'échange à l'automne avec les différentes équipes de travail. Ces rencontres visent à accueillir les nouveaux patrouilleurs et à leur présenter notre approche tout en les sensibilisant aux nombreuses possibilités qu'offrent la justice réparatrice.



Nombre de délits par type			
Méfait		2	
Fraude, moins de 5 000\$		1	
Vol de moins de 5 000\$		5	
Introduction par effraction		1	
Proférer des menaces de causer la mort ou		1	
incitation à des contacts sexuels		1	
Contacts sexuels		1	
Distribution de pronographique juvénile		1	



Équijustice HSM met en œuvre le PMRG pour adultes de la Cour du Québec et des Cours municipales depuis bientôt six ans. Le programme prévoit, pour certaines infractions, la possibilité de recourir à des mesures de rechange plutôt qu'aux procédures judiciaires traditionnelles.

Nous avons participé à 35 visioconférences (Les Magnifiques) dont les objectifs sont de continuer de s'approprier et de valider le mécanisme de détermination des mesures et les exercices du processus décisionnel. Lors des échanges, plusieurs discussions de cas cliniques ont eu lieu pour s'informer des changements et de toute autre information pertinente à l'application du programme. Ces visioconférences sont effectuées dans le cadre de la formation continue, où l'expérience clinique d'une personne est partagée, et elle permet de faire profiter les autres de ses apprentissages et du développement de ses compétences acquises.

Dans un souci d'amélioration continue de la collaboration intersectorielle, une rencontre de concertation a été organisée avec les partenaires régionaux (PPCP, CAVAC, SCQ, Équijustice, BAJ et DPLAR). Cette rencontre visait à faire le point sur les pratiques en place, à identifier les éléments à bonifier et à consolider les liens entre les différentes instances impliquées dans l'accompagnement des personnes concernées par le système de justice.



Le bilan des demandes de service au sein de notre organisme est de sept dossiers. Parmi cellesci, trois personnes ont choisi la mesure de dédommagement à la collectivité équivalent à une peine de 600 \$ et une personnes a opté pour la réparation envers la collectivité équivalent à 20 heures. Trois personnes ont choisi les ateliers de sensibilisation.

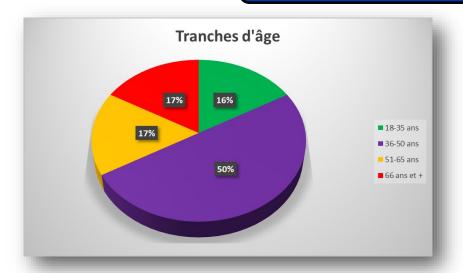
Démarche de réparation envers la collectivité: L'accusé effectue un service bénévole pour un organisme à but non lucratif afin de réparer les torts causés par son geste. Accompagné par un intervenant, il choisit un organisme qui fait du sens pour lui. La mesure peut varier entre 10 et 60 heures.

Démarche de dédommagement financier envers la collectivité: L'accusé remet une somme d'argent à un organisme à but non lucratif. Cette démarche est précédée d'une réflexion avec l'intervenante et se concrétise lors d'une rencontre avec l'organisme choisi. En effet, ce sera l'occasion pour la personne de recueillir des informations à propos de l'organisme, d'exposer les motifs de son choix, de comprendre l'utilité du dédommagement et de tirer un sens de son expérience vis-à-vis la réparation de son geste.

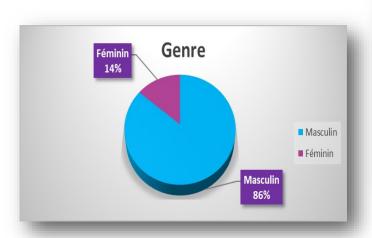
Activités d'intégration sociale: Si la situation le permet, l'intervenant peut accompagner l'accusé vers une ressource spécialisée. Cette démarche vise à aborder les facteurs ayant pu contribuer à ses démêlés judiciaires et à favoriser une prise de conscience.

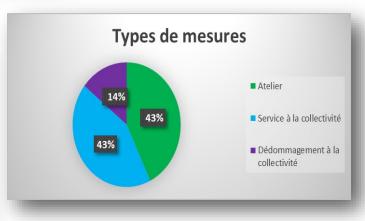


Profil des accusés



Nombre de demandes:
7 dossiers





LSJPA / PMRG (collaboration commune)

Les accompagnateurs, provenant des organismes partenaires, agissent comme des personnesressources auprès des accusés tout au long des mesures de réparation dans la collectivité. Concrètement, ils leur expliquent le fonctionnement de leur ressource, leur fournissent les outils pour effectuer les tâches à accomplir, échangent avec les contrevenants, partagent leurs connaissances du métier et offrent quelque chose de précieux, leur temps. Certains organismes sélectionnés par un accusé pour réaliser sa mesure de dédommagement, incluent un échange entre eux. Les organismes sont choisis par les accusés pour des raisons significatives et personnelles.

Cette année, deux organismes partenaires ont accompagnés les adolescents accusés, pour un total de 270 heures. Nous constatons une légère diminution de dossiers ayant des mesures type « travaux » bénévoles ou communautaires, comparativement à l'année dernière.

Nous tenons à remercier chaleureusement les organismes partenaires qui sont toujours disponibles pour recevoir les contrevenants de nos services :

- Centre d'amitié autochtone Capetciwotakanik
- Commission des Loisirs Langelier
- Coopérative de solidarité ETC
- École secondaire Champagnat
- Friperie Mikon
- La Centrale alimentaire
- La Source
- La Tuque High School
- Maison des jeunes
- L'Œuvre de la soupe
- Parcs et Loisirs de Ville de La Tuque

LSJPA/PMRG (collaboration commune)

Au cours de la dernière année, la tournée annuelle des organismes partenaires n'a pu se tenir en raison de circonstances particulières qui ont affecté la planification. Nous sommes toutefois prêtes à reprendre cette initiative dans le but de renforcer nos liens avec nos partenaires et de poursuivre nos collaborations sur le terrain.

Ces échanges permettront de mieux nous connaître mutuellement et aussi de démontrer notre appréciation face à leur implication.

Ces rencontres-échanges ont pour but de :

- Donner des informations sur la situation actuelle de notre organisme;
- Partager nos outils promotionnels, tant en justice réparatrice qu'en médiation sociale;
- Partager notre approche relationnelle et équitable ainsi que notre vision de la justice réparatrice.

Voici les partenaires qui seront visités dans la prochaine année :

- Bureau d'aide juridique La Tuque
- Carrefour Emploi de La Tuque
- Centre d'aide aux victimes d'actes criminels
- Centre d'amitié autochtone Capetciwotakanik
- Centre intégré universitaire de la santé et des services sociaux de la Maurice et du Centre -du-Québec
- Conseil de la Nation Atikamekw
- Coopérative de Solidarité ETC
- Corporation du développement communautaire de La Tuque
- Directeur des poursuites criminelles et pénales
- École secondaire Champagnat
- Emphase MCQ
- Groupe d'entraide Facile D'Accès
- Centrale alimentaire
- La Source
- Maison des jeunes de La Tuque
- Maison Eurêka
- Ressource Parent-Ailes
- Travailleurs de rue de La Tuque
- La Sûreté du Québec
- Ville de La Tuque



Ensemble pour la bientraitance des aînés

Depuis 2017, notre organisme est porteur du projet pour « La bientraitance et la bienveillance des aînés » en développant des actions de prévention, de repérage et d'intervention en matière de lutte contre maltraitance et l'intimidation envers les personnes aînées. Ce projet s'intègre dans notre volet de médiation et de gestion des conflits. L'intervenante responsable de ce volet continue de participer et d'être disponible auprès des partenaires locaux et régionaux œuvrant auprès des aînés, de leurs proches et des proches aidants. L'intervenante maintient son aide pour animer des ateliers et des cafés-rencontres en collaboration avec les organismes partenaires. Elle partage aussi, par courriel, tous les outils disponibles ainsi que les activités offertes sur les réseaux sociaux et à la population latuquoise.

Deux rencontres ont eues lieu par Teams.

En 2022, Équijustice a été identifié comme partenaire dans le cadre du Plan d'action pour les personnes proches aidantes 2021-2026. Les objectifs de notre implication sont de faire connaître nos services auprès des personnes proches aidantes et de leur entourage, que les médiateurs d'Équijustice soient sensibilisés et outillés sur les enjeux de la proche aidance afin d'identifier les actions possibles en matière de justice réparatrice et de médiation.

L'intervenante a maintenu son lien et sa collaboration avec les partenaires de la proche aidance. La technologie nous a permis de maintenir le contact et de tenir certaines activités, sur des plates-formes virtuelles et par échanges de courriels. L'intervenante a diffusé « Les rendezvous de la proche aidance », qui offre des activités gratuites et ouvertes à tous ainsi que leur calendrier d'activités. Elle a également rediffusé les capsules et les balados de l'*Appui pour les proches aidants*.

Équijustice HSM est membre de la TAAAM. La Table est un organisme communautaire engagé dans la lutte contre la maltraitance et l'intimidation envers les aînés de même que dans l'identification des personnes aînées vulnérables. Elle regroupe les individus et les organismes intéressés par la problématique. À ce titre, elle développe des projets et maintient des liens avec les associations, organismes et regroupements susceptibles de l'aider à atteindre ses objectifs. L'intervenante y participe depuis déjà quelques années. Elle distribue et fait la promotion des outils de la table, auprès de ses homologues, tels que le guide des milieux de vie et services aux aînés « Un toit pour soi », la revue Clic Aînés et le projet « Les atouts du grand âge ». D'ailleurs, le projet « Les atouts du grand âge » vise à éduquer et sensibiliser les aînés ainsi que le grand public à la pratique de la bientraitance au moyen d'un jeu de cartes éducatif et préventif, enrichi d'activités connexes. L'intervenante a également diffusé de l'ÉVÉNEMENT MAUVE, qui s'est tenu le 7 juin 2024, à l'Espace Shawinigan.

Trois rencontres ont eues lieu.

Ensemble pour la bientraitance des aînés - suite

Le 15 juin 2024, nous avons fait la promotion, sur nos réseaux sociaux, des activités proposées dans le cadre de La Journée mondiale de lutte contre la maltraitance des personnes aînées en plus d'y participer. Les objets promotionnels, les outils fournis par le comité ainsi que la publicité ont été distribués aux différents partenaires et à leur clientèle.

Notre organisme est toujours abonné à l'infolettre « Vieillir et vivre ensemble » produit par le Secrétariat aux aînés — Ministère de la Santé et des Services sociaux. Nous le distribuons, par courriel, à nos collaborateurs œuvrant auprès des personnes aînées.

Pendant l'année, la responsable du projet a maintenu sa participation au comité EBA / PPA du Réseau Équijustice. Ce volet illustre la volonté du réseau de contribuer, à partir de notre expertise en matière de justice réparatrice, à la lutte contre la maltraitance et l'intimidation envers les personnes aînées ainsi qu'à la promotion de la bientraitance. L'intervenante a participé à deux rencontres.

Activités de sensibilisation et d'information

Ce sont des ateliers de justice réparatrice, de médiation, de gestion des conflits et de sensibilisation conçus, sur mesure, à la situation. À la demande des milieux scolaires, communautaires et/ou organisationnels, ce service consiste à intervenir lors de situations conflictuelles, d'intimidation ou lorsqu'un délit a été commis, mais qu'aucune plainte officielle n'a été déposée. Les objectifs de ce service sont de promouvoir les mécanismes alternatifs de gestion de conflits, de sensibiliser les jeunes aux impacts de leurs comportements sur leur victime, s'il y a lieu, de les sensibiliser aux lois, notamment la LSPJA ainsi qu'aux conséquences juridiques auxquelles ils s'exposent. Les ateliers sont offerts, sur une base ponctuelle, à la demande des milieux vivants une problématique particulière ou qui souhaitent agir en prévention.

La Tuque High School



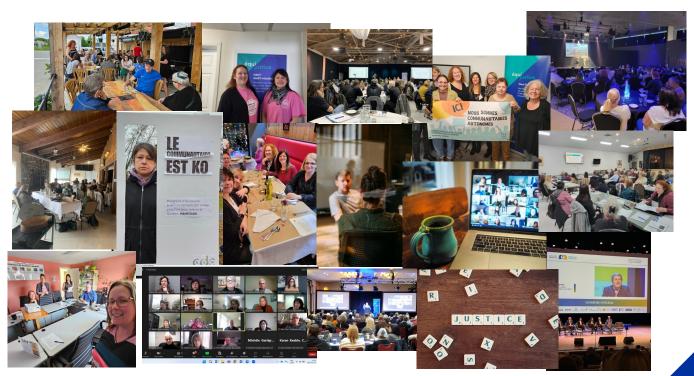


- Douze (12) organismes ont accepté de maintenir leur partenariat afin d'accueillir nos jeunes et nos adultes pour la réalisation de leurs travaux communautaires et bénévoles dans le cadre des programmes LSJPA et PMRG. Ils mettent à la leur disposition un espace dans leur milieu pour qu'ils réalisent leur mesure.
- La CDC met à notre disposition des formations en ressources humaines ainsi que du matériel informatique lors de la tenue de réunion;
- La Maison Eurêka, une ressource d'hébergement en dépendance, a pour mission d'offrir de l'aide et du soutien aux personnes vivant une assuétude telle que la toxicomanie et/ou l'alcoolisme. L'organisme loue un espace de 5 à 6 jours par mois pour que leur intervenante en réinsertion sociale puisse tenir ses rencontres de suivi;
- Plusieurs de nos partenaires nous permettent de leur laisser nos dépliants et nos affiches promotionnels pour faire connaître nos services : CDC, MDJ, les Travailleurs de rue de La Tuque, Emphase MCQ, le CIUSSS-MCQ, Salon des commerçants, de l'industrie et du communautaire, etc.;
- L'École LTHS nous permet de rencontrer les adolescents, leurs parents et les membres du personnel dans leurs locaux, en plus d'annoncer nos services dans leur bulletin et sur leurs différentes pages Facebook;
- Les directrices régionales de notre réseau ont maintenu leur soutien, par téléphone ou par Zoom, lorsque nous avions des questionnements sur divers sujets (comptabilité, RH, partage d'outils, les TI, etc.;
- Plusieurs partenaires ont participé, en présentiel et/ou en virtuel, à notre assemblée générale annuelle qui s'est tenue le 19 septembre 2024;
- Le ROJAQ et les membres du réseau mettent à notre disposition une multitude de formations, de suggestions de lecture et d'outils. Ils nous donnent accès à leurs ressources humaines diverses (TI, LSJPA, PMRG, médiateurs, comptables);
- Nous avons reçu plusieurs contributions financières de nos partenaires (Ville de La Tuque, Bingo du Club Latuquois, CIUSSS-MCQ, ministère de la Justice du Québec, Palais de justice de La Tuque, etc.);
- Une des intervenantes a plus de 25 ans d'expérience dans les domaines de la prévention des dépendances et de la réduction des méfaits. Elle a maintenu son implication avec le CPD et elle a pris en charge la réalisation de certaine activités;

- Nous mettons notre salle de réunion à la disposition de tous les organismes membres de la CDC. Nous permettons à tous nos partenaires ainsi qu'aux membres de la CDC d'afficher leurs dépliants promotionnels sur notre babillard;
- Nous avons maintenu la location d'espace et le partage de matériel avec la CDC;
- Une des intervenantes a rencontré certains membres du personnel du LTHS des niveaux primaire et secondaire pour parler de nos services et élaborer des ateliers répondant à leur besoins. D'ailleurs, quatre ateliers de sensibilisation sur la LSJPA ont été donné aux adolescents et aux membres du personnel. Nous avons également dispensé un atelier à l'équipeécole sur nos services en gestion de conflit et nous avons échangé sur nos futures collaborations.
- Du 21 au 25 octobre 2024 avait lieu la 23e édition de la Semaine nationale de l'action communautaire autonome et l'Équijustice HSM y a participé. Les organismes d'ACA s'affichent et s'affirment d'un bout à l'autre du Québec! Sous le thème « Nous sommes communautaires autonomes », découvrez l'ampleur du mouvement de l'ACA et célébrez avec nous la contribution unique de ses 54 000 travailleuses et travailleurs au développement social et économique du Québec. Vous pouvez voir la photo de l'équipe d'Équijustice HSM prise avec la bannière « On s'affiche pour la « SNACA! » ;
- Nous nous sommes engagés et avons participés, du 14 octobre au 15 novembre 2024, à la campagne **Le Québec est KO**, qui met en lumière la crise sociale au Québec et demande un engagement gouvernemental pour financier adéquatement les services sociaux;
- L'équipe et les membre du C.A. ont participé à la projection du film "Soleils Atikamekw", tiré d'une histoire vraie, écrit, réalisé et produit par Chloé Leriche;
- Une intervenante fait partie du comité **Stop Intimidation** depuis maintenant trois ans. Elle collabore activement et participe aux rencontres ainsi qu'aux différentes activités mises en place afin de sensibiliser la population aux conséquences de l'intimidation, notamment en lien avec la gestion de conflit. De plus, ele agit à titre d'animatrice principale, en collaboration avec l'intervenante jeunesse du Toit de l'Amitié, lors des ateliers de sensibilisation sur l'intimidation présentés dans les écoles par le comité Stop Intimidation;

- Depuis deux ans, une intervenante offre un atelier de 2,5 heures aux animateurs du camp d'été de la Ville de La Tuque, le BOUCAMP. Elle donne l'atelier « Des conflits bien gérés... tout l'monde y gagne! » qui a pour objectif d'avoir un langage commun et de favoriser une saine gestion des conflits dans les milieux fréquentés par les jeunes. Trente-cinq (35) animateurs y ont participés;
- Nous référons régulièrement à différents organismes, entre autres, pour des suivis ou activités spécialisées (CIUSSS MCQ, CJP, BAJ, Travailleur de rue, Domrémy, Centre Wapan, etc.);
- Nous avons participé à la Marche et aux activités du « Jour de la Terre » organisées par les écoles LTHS et Centrale.
- Nous avons participé et nous avons encouragé les artistes de la relève, lors de la deuxième édition du vernissage des « Méconnus », où plus de 130 personnes y ont participées ;
- Nos affichons, partageons et faisons la promotion de nos activités, celles du Réseau Équijustice et de nos divers collaborateurs sur notre page Facebook Équijustice HSM;
- Une carte de souhaits pour la **période des Fêtes 2024** a été envoyé à tous nos partenaire, par courriel, afin de souligner leurs implications et de les remercier pour leur collaboration. Cette année, nous avons également enregistré une publicité radiophonique souhaitant nos meilleurs vœux à la population latuquoise;
- Nous faisons partie des organismes bénéficiaires du Bingo en salle du Club latuquois ;
- Nous avons participé aux **AGA** des Travailleurs de rues de La Tuque Inc., de la MdJ, de la CDC, de la Coop ETC, du CELT, de la TROC-MCQ et de la TAAAM;
- Participons aux diverses activités de réseautage de la CDC « Rencontrez notre équipe et réseautons ensemble », comme à chaque année;
- L'équipe d'Équijustice HSM et les membres du C.A. ont participé à la soirée de célébration des 30 ans existence du CDDS;
- Nous avons participé à une rencontre avec les chargés de projet du CAAC afin de présenter nos services en justice réparatrice et de discuter des modalités de référencement dans le cadre de la LSJPA et du PMRG. Cette rencontre de partenariat, en place depuis plusieurs années, a été l'occasion de faire une mise à jour sur l'offre de services d'Équijustice HSM, de bonifier notre collaboration et d'identifier des pistes de solutions pour en améliorer l'efficacité;

- Participation à « La Nuit des Sans Abris » organisée par les Travailleurs de rues de La Tuque Inc. Une intervenante a cuisiné et a participé au concours de soupe inter-organisme pour cette occasion. Les participants pouvaient déguster les différentes soupes et voter pour leur coup de cœur. Nous avons remporté la première édition et la cuillère en or;
- Une intervenante a été recrutée pour faire partie du comité d'Équijustice, qui a travaillé en collaboration avec l'AIDQ, dans le contexte de déjudiciarisation de la possession simple de drogues. Ils ont réalisé une capsule vidéo expliquant, de manière accessible, le fonctionnement et l'application de la Loi C-5 au Québec;
- Participation à l'activité conjointe d'Équijustice et de l'AIDQ « La non-judiciarisation de la possession de drogues au Québec : réseauter pour mieux accompagner ». Le sujet de celle-ci portait sur la déjudiciarisation des cas de possession de drogues prévus par la loi C-5. Il s'agit d'une option fortement recommandée pour toutes les personnes agissant dans le cadre du PMRG et qui ont des dossiers pré-accusatoires;
- Participation au 5e « Dîner des femmes » sous le thème « MADAME EST SERVIE » au profit de la Fondation pour la Santé du Haut Saint-Maurice;
- Participation à la présentation de la conférence « La violence chez les ados à l'ère numérique » de Caroline Quarré, présentée par le Toit de l'Amitié, en partenariat avec la Réussite Éducative Haut Saint-Maurice;



Actions ponctuelles

Divers organismes locaux, régionaux et provinciaux nous adressent des demandes de lettres d'appui, de consultations et de sondages.

- Remplir les statistiques et les sondages sur la médiation citoyenne, la LSJPA, le PMRG, les technologies de l'information et la communication, etc., pour le Réseau Équijustice;
- Participation au congrès et à l'assemblée générale annuelle du Réseau Équijustice qui s'étend sur deux jours ;
- Participation aux journées des directions du Réseau d'Équijustice qui durent 2 jours ;
- Des formations continues sont offertes chaque années aux intervenantes d'Équijustice HSM, afin de maintenir leurs acquis, approfondir leurs connaissance, développer leurs compétences, et se tenir à jour sur les nouvelles pratiques professionnelles dans le domaine de la justice réparatrice et de la prévention des dépendances;
- Répondre aux sondages du CFCM;
- Répondre aux sondages du ROBSM 04-17;
- Répondre aux sondages de la TROC MCQ;
- Répondre aux sondages de la CDC;
- Lettre d'appui à la MDJ dans le cadre de leur demande de financement pour leurs activités de prévention et de sensibilisation 2025-2026 du CPD. Ce projet a été déposé au programme d'aide financière en promotion de la santé, prévention et réduction des conséquences liées à la consommation de substances psychoactives, l'utilisation des écrans et à la pratique de jeu de hasard et d'argent;
- Redditions de comptes et demandes de subventions auprès de nos bailleurs de fonds;
- Participation à la rentrée communautaire et aux activités proposées de la CDC;
- Participation à la planification stratégique de la CDC;
- L'équipe de travail a tenu un souper de Noël avec les membres du conseil d'administration;
- Échanges avec les partenaires du PMRG, entre autres, le DPCP et l'intervenante du CA-VAC;
- Lettre de confirmation, à la Régie des alcools, des courses et des jeux, que nous avons bien reçu un montant provenant des profits du bingo organisé par l'Association récréative du Club latuquois;
- Lettre d'appui au volet jeunesse de la maison d'hébergement pour femmes le Toit de l'Amitié;

Actions ponctuelles

Divers organismes locaux, régionaux et provinciaux nous adressent des demandes de lettres d'appui, de consultations et de sondages.

- Lettre d'appui aux Travailleurs de rue de La Tuque Inc. pour leur demande présentée au programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité pour consolider un poste de travailleur de rue ;
- Lettre d'appui aux Travailleurs de rue de La Tuque Inc. pour leur demande présentée auprès du programme de financement issu du partage des produits de la criminalité, dans le but de bonifier les interventions auprès des personnes en situation de précarité et d'agir en prévention de la criminalité auprès des 12—25 ans ;
- L'intervenante responsable du volet École au CELT nous a sollicité pour offrir deux d'ateliers sur la gestion de conflit et sur les outils de communication en lien avec l'usage des écrans.

CONCERTATION/ REPRÉSENTATION

Local

Comité STOP intimidation

L'intervenante d'Équijustice HSM a participé à plusieurs rencontres avec six différents partenaires, soit le Toit de l'Amitié, la MDJ, le CNA, le CAAC, CELT, l'École Secondaire Champagnat. Au cours de l'année, il y a eu de partenaires qui se sont joint au comité, dont les écoles LTHS,



Jacques-Buteux et Centrale. Le comité a pour but de faire de la sensibilisation et de la prévention contre l'intimidation chez les élèves du primaire et du secondaire. L'intervenante d'Équijustice HSM et une intervenante du Toit de l'Amitié ont élaboré des ateliers de sensibilisation en se référant à l'outil « Guide d'animation Jeune Cybercitoyens pour le primaire et secondaire » réalisé par l'Équijustice Centre de la Mauricie/Mékinac et d'Arthabaska/Érable.

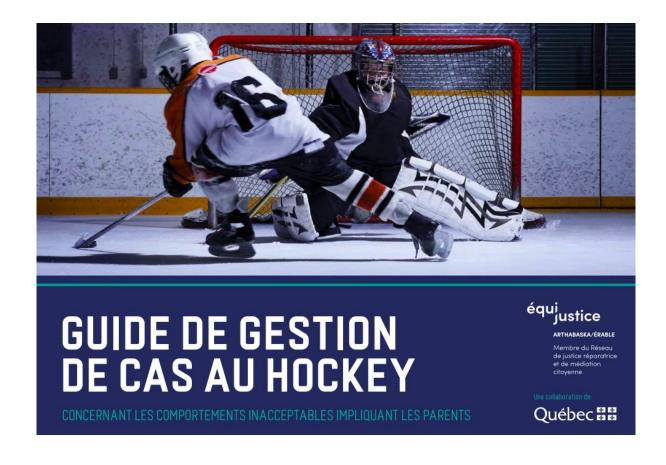
Les directions des écoles Jacques-Buteux et LTHS ont formulé une demande au comité afin de recevoir le même atelier que celui présenté à l'école Centrale. Cet atelier met l'accent sur la distinction entre un conflit et une situation d'intimidation.

Le comité a souligné, encore cette année, la Journée nationale contre l'intimidation, ici, à La Tuque. Cette journée vise à briser le silence entourant le phénomène de l'intimidation, que ce soit à l'école, au travail, à la maison ou sur les réseaux sociaux.

Local

Programme Je joue gagnant

Depuis quelques années, AHMLT fait appel à notre équipe pour des demandes ponctuelles de service, notamment en lien avec la gestion de conflit ou encore pour des activités de sensibilisation et de prévention sur la LSJPA. En 2024, l'une de nos cogestionnaires a entamé des discussions et élaboré des stratégies en collaboration avec le président de l'AHMLT en vue de la mise en place du programme de prévention, qui pourrait être adapté aux besoins de leurs membres. « Je joue, je gagne » vise à prévenir la violence dans la pratique du sport en favorisant les bons comportements. Par des outils créés, en collaboration avec différentes associations sportives, le projet permet d'établir des protocoles d'intervention sur la gestion de cas inacceptable. La médiation est l'une des façons proposées afin de favoriser une saine gestion de la situation.



Local

Comité de prévention des dépendances



Le Comité de prévention des dépendances est un regroupement d'organismes du Haut Saint-Maurice qui se réunissent afin de discuter des problématiques liées à la consommation ou à la surconsommation d'alcool, de drogues et d'autres formes de dépendance. Notre intervenante, ayant les études et l'expérience en toxicomanie, est l'animatrice principale des activités pour ce comité, avec la MdJ.

Le mandat du comité est de sensibiliser, prévenir et informer les jeunes ainsi que leur entourage au sujet des diverses formes de dépendances.

Sa mission s'adresse principalement à une clientèle âgée de 10 à 24 ans, incluant leurs familles, leurs amis ainsi que leurs milieux scolaires et communautaires.

Ce comité vise à favoriser la concertation, à développer des actions de prévention et à mieux coordonner les services offerts à la population.

Il est composé de plusieurs partenaires engagés dans le mieux-être de la communauté, notamment :

- MdJ (porteur du comité et des projets),
- Action Toxicomanie,
- *CELT*,
- CUISSS-MCQ
- Domrémy,
- École secondaire Champagnat,
- Équijustice HSM
- LTHS,
- *SQ*
- Le Toit de l'Amitié,
- Les Travailleurs de rue de La Tuque Inc.

Local

Comité de prévention des dépendances—suite

Le comité s'est fortement mobilisé et a réalisé plusieurs activités sur le territoire. Les intervenants du comité ont offert des ateliers aux écoles pour outiller et développer les compétences sociales des élèves. Les thèmes touchés sont l'estime et la connaissance de soi, la communication efficace, la résolution de problèmes, la prévention des écrans, les saines habitudes de vie, etc. À six occasions, deux membres du comité, dont l'intervenante d'Équijustice HSM, ont été à la rencontre des parents dans le but d'échanger avec eux sur différents sujets dans les deux écoles secondaires. Plus de 240 parents ont été rejoints.

Dans le cadre des actions de sensibilisation, deux publicités radiophoniques ont été réalisées et diffusées afin de promouvoir la prévention des dépendances. Des capsules informatives, des affiches — outils de Pause et d'Action toxicomanie, des partages et des capsules vidéo sur différents thèmes sont régulièrement partagés sur le groupe Facebook du comité. Il y a en moyenne 600 vues par mois pour toutes les publications, avec une projection totale dépensant les 7000 vues pour l'année.

À l'occasion de la *Semaine nationale de sensibilisation aux dépendances*, en novembre dernier, l'intervenante d'Équijustice a mise en place plusieurs initiatives :

- Création et diffusion quotidienne de messages de type « Saviez-vous que... », lus à l'intercom dans les deux écoles secondaires de La Tuque;
- Tenue de deux kiosques d'information à l'école LTHS pendant l'heure du dîner;
- Organisation d'un jeu interactif **« Vrai ou Faux »**, invitant les élèves à tester leurs connaissances sur les dépendances. Un tirage de prix a été organisé pour les participants et ceux-ci couraient la chance de gagner une des dix récompenses offertes.

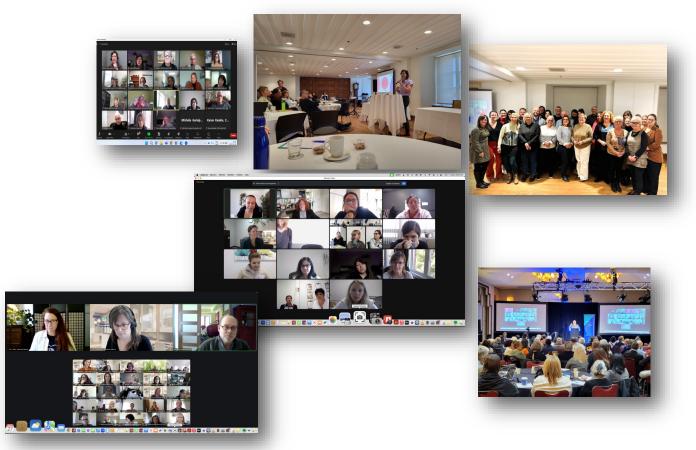
Pour une deuxième année, les dîners-conférence pour les intervenants et les professionnels œuvrant auprès des adolescents et leur entourage étaient de retour! Notre intervenante a animé et/ou coanimée les six dîners ou, en moyenne, 32 participants y assistaient. Les sujets abordés cette année:

- Les outils CQTS;
- SQ—portrait de la consommation à La Tuque;
- Programme Hors-Piste du CIUSSS-MCQ;
- Aider sans filtre Mauricie;
- Programme santé mentale et dépendance CIUSSS-MCQ;
- Prévention du contrôle et de la violence, chez les adolescents (es) et les femmes intervenantes le Toit de l'Amitié.

Tables et comités

Chaque année, l'équipe d'Équijustice HSM contribue activement et participe à diverses instances de concertation au niveau local, régional et provincial. Voici les tables et comités auxquels nous prenons part :

Équijustice, Réseau de justice réparatrice et de médiation	
Comité médiation citoyenne Les grands rendez-vous	2 rencontres
Comité EBA	2 rencontres
Power BI	1 rencontre
Comité TI par teams	3 rencontres
Vision 2.0	10 rencontres
Rencontre entre les directions (É-Directions)	6 rencontres
PMRG-Les Magnifiques	12 rencontres
Rencontre Congrès	2 rencontres
Le comité RAP	2 rencontres
Comité PMRG pré-accusatoire	10 rencontres



Tables et comités

Corporation du développement communautaire La Tuque	
Membre du conseil d'administration	6 rencontres
Troc-AGA	1 rencontre
Préparation pour le Salon des commerçants prévu en mai 2025	3 rencontres
Grande rencontre des partenaires de La Tuque	2 rencontres
Le comité de Directeur Général	2 rencontres



Tables et comités

Concertation avec les partenaires	
Comité de développement social du Haut Saint-Maurice	2 rencontres
Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones - Atoskectakan	4 rencontres
Équijustice de la Mauricie Centre-du-Québec	3 rencontres
La journée des partenaires-PMRG	8 rencontres
Consortium en développement social de la Mauricie	1 rencontre



CONCERTATIONS/ REPRÉSENTATIONS

CIUSSS MCQ - RLS

La table socio-judiciaire 2 rencontres

Table de concertation en santé mentale et en dépendance 1 rencontre

Table des intervenants jeunesse 2 rencontres

Comité de prévention des dépendances 4 rencontres

Le comité de travail 7 rencontres

Dîner des intervenants 6 rencontres

Comité Stop intimidation 16 rencontres



La Semaine de la santé mentale de l'ACSM 6 au 12 mai 2024













Les formations en continu se poursuivent

Équijustice HSM a toujours le souci de se perfectionner. Les employés ont donc participé à plusieurs formations, notamment:

Tête à tête avec la recherche : Jean-Sébastien Fallu

Webinaire demande de financement, PSOC

Conférence en ligne « Portrait de la demande d'aide chez les ados au Québec» : Tel-jeunes

Démystifier Chat GPT: la TROC

Formation Synérgetic

Congrès Équijustice

Webinaire SNACA, la TROC

TROC MCQ: Un formidable outil pour se mettre en valeur (Le rapport d'activité)

Conférence « La violence chez les ados à l'ère numérique »

Formation continue PMRG – RAP

Formation Posture en médiation, Équijustice

Webinaire Éco-anxiété

Journée des juristes LSJPA 2024

Webinaire LSJPA – milieux scolaires (justice & éducation)

Tête à tête avec la recherche : Alexane Guérin

Congrès international de toutes les médiations 2025

Journée sur la justice des mineurs

Conférence/Connexion: IOT OIM

Dashlane

Cégep de Trois-Rivières : Préparer-diffuser et animer une activité de formation

Repenser les régimes collectifs: Vers une approche proactive, novatrice et axée sur la santé:

Lussier

Formation-RCR

Le Toit de l'Amitié : le couloir de la violence

Formation Chat-GPT: CDC

Le colloque « Regard croisé 2025 »

FORMATION



















Mea culpa et la justice réparatrice Segment | 15 janvier 2025 | 8 minutes 31 secondes





Au cours de la dernière année, nous avons obtenu un financement du Fonds d'études notariales, ce qui nous permettra d'embaucher une intervenante dédiée à la médiation citoyenne. Grâce à ce soutien financier, nous avons la possibilité d'ajouter une personne à notre équipe, entièrement consacrée au service de médiation citoyenne.

L'équipe se réjouit grandement de cette enveloppe, d'autant plus que lors de la rencontre stratégique (Lac-à-l'épaule), les membres du conseil d'administration et de l'équipe avaient souligné un manque de connaissance du service de gestion de conflits et de médiation citoyenne au sein de la communauté. Au plaisir de vous présenter la nouvelle membre de l'équipe en 2025-2026!

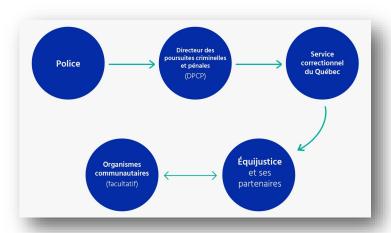


Le Québec était à l'honneur au <u>Congrès de toutes les médiations d'Angers</u>, les 12, 13 et 14 mars 2025! Plusieurs experts (es) du Québec ont partagé leurs connaissances et leurs pratiques innovantes en France lors de cet événement international dédié à la médiation. Serge Charbonneau (conseiller stratégique) a pris la parole lors du mot d'ouverture. Luc Simard (directeur de la médiation sociale pour Équijustice) et Marie-Joelle Carbonneau (conseillère en planification pour la Ville de Montréal - EMMIS) ont discuté des "médiations et des conflits d'usage dans l'espace public". Marie-Ève Lamoureux (directrice Équijustice) était aux cotés de Catherine Rossi pour aborder le sujet de la "médiation dans les situations de violence".

Comprendre la non-judiciarisation de la possession de drogues au Québec

Depuis la loi C-5 en 2022, la possession simple de substances est reconnue comme un enjeu de santé publique plutôt qu'un crime. Cette approche permet d'éviter la judiciarisation des personnes concernées en privilégiant des alternatives adaptées. L'AIDQ et Équijustice ont réalisé une capsule vidéo « La non-judiciarisation de la possession de drogues au Québec : réseauter pour mieux accompagner. » qui explique de manière accessible le fonctionnement et l'application de la loi C-5 au Québec. La non-judiciarisation consiste à éviter le recours systématique au système judiciaire dans certaines situations, comme la possession simple de drogues. Cela peut passer par la justice réparatrice qui favorise une approche centrée sur la personne et la réparation des torts causés.





Activités ponctuelles et variées





















Promotion de l'organisme







Les outils promotionnels

Napperon publicitaire—25,000 copies

Stylo—126 distribués

Tasse—3 distribuées

Dépliant d'Équijustice HSM — 120 distribués

Carte d'affaires —50 distribuées

Chandails d'Équijustice HSM — 13 distribués

Lingette - 71 distribuées

Bouteille d'eau - 3 distribuées

Lanière de cordon de cou—1 distribué

Pochette en cuir—7 distribués



Nos sources de financements

- Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) Centre intégré universitaire en santé et services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec.
- Chambre de notaires du Québec (Fonds d'études notariales).
- Le ministère de la Justice du Québec via la Direction des programmes d'adaptabilités et de justice réparatrice (DPAJR) pour le Programme de mesures de rechange général (PMRG).
- Politique de reconnaissance et de soutien aux organismes de Ville de La Tuque.
- Bingo en salle de la CDC Club Latuquois.
- Palais de justice de La Tuque (Don)

Équijustice HSM est membre

- Association québécoise Plaidoyer-Victime.
- Centre de formation communautaire de la Mauricie.
- Corporation de développement communautaire La Tuque.
- Groupe de Recherche et d'Intervention Psychosociale.
- Réseau Équijustice.
- Table régionale des organismes communautaires de la Mauricie et du Centre-du-Québec.
- Table Action Abus Aînés Mauricie Inc.
- Travailleurs de rue La Tuque Inc.

La justice réparatrice et la médiation citoyenne sont au cœur de nos actions.



Pour nous joindre

Équijustice Haut Saint-Maurice 331, rue Scott La Tuque (Québec) G9X 1P4 T (819) 523-8274 hautsaintmaurice@equijustice.ca facebook.com/equijusticehsm

> Lundi au vendredi 8h30 à 16h30 et selon les besoins.

^{*} Ouvert 12 mois par année.

